

**Une voix:** On avait dit la même chose au sujet du Vietnam.

**M. Anderson:** Mon collègue signale qu'on avait dit la même chose au sujet du Vietnam. Je me range à l'avis du très honorable représentant de Prince Albert qui déplore la naïveté de feu le président Kennedy pour s'être ainsi engagé au Vietnam. Je veux néanmoins traiter de cet aspect de la guerre en particulier. Aucune résolution prise par cette Chambre ou toute autre assemblée, ou bien par les Nations Unies, indépendamment de tous les problèmes que comporte l'adoption d'une telle résolution, n'empêchera le président de prendre ces mesures, en tout cas pas en ce moment. A mon avis, nous ne devrions pas essayer actuellement de durcir l'opinion américaine de la façon proposée. Franchement, on ne peut rien faire de concret pour les empêcher d'agir tant qu'on ne connaîtra pas les résultats de ces mesures. Comme l'a dit le député NPD, cela n'arrivera pas tant qu'on n'aura pas la preuve que l'engagement américain au Cambodge n'est pas limité.

Il nous faut nous rendre compte que cette expansion des combats eux-mêmes dans la zone où ils se déroulent n'est pas en réalité une expansion de la zone de combat considérée dans sa généralité. Voilà des années que la région en cause du Cambodge compte une nombreuse population vietnamienne tout en ayant une frontière indéterminée. Il y a des années qu'elle est utilisée par le Vietcong. Je ne voudrais pas minimiser le fait que les combats ont lieu à présent du côté cambodgien de la frontière. Mais je n'accepte pas l'idée qu'ils sont d'une nature bien différente et beaucoup plus dramatique qu'auparavant. Cette région a toujours fait partie de la zone de guerre. C'est précisément là où les forces du Vietcong étaient traitées, regroupées, reformées et où les blessés étaient soignés. Cette région est maintenant comprise dans le champ d'opérations des Américains. De tous les propos tenus depuis 24 heures au sujet de l'expansion de cette guerre, beaucoup ne sont pas tout à fait justes. Cette région a toujours fait partie de la zone de guerre. Elle ne fait pas partie du front. Le front se déplace, mais cette région se trouve maintenant engagée dans la bataille.

Un néo-démocrate a fait état de ce que le président des États-Unis avait déclaré que son pays retirait ses troupes du Vietnam. Cela devrait entrer en ligne de compte, je pense, à la lumière des événements qui se sont déroulés par suite des bombardements du Vietnam du Nord. Apparemment, les Américains ont abandonné cette activité militaire inutile et stérile, malgré les objections soulevées par les généraux américains, les sénateurs et les

[M. Anderson.]

membres du Congrès. Ils ont abandonné la partie parce que l'entreprise leur a semblé douteuse.

Ce n'est peut être qu'un rayon d'espoir, mais dire qu'une telle escalade a quelque chose d'inévitable, c'est ignorer le fait que, ces deux dernières années, certaines réductions modestes se sont produites dans l'échelle des opérations. Il y a donc lieu d'espérer que les Américains au Cambodge croient vraiment qu'ils ne sont pas là pour y rester.

Le député de York-Sud a insisté sur le fait qu'en réalité il s'agissait d'une invasion. Il a dit que le Cambodge se faisait envahir, que le chef d'État du Cambodge ignorait tout de l'affaire et qu'il considérait qu'il s'agissait d'une agression. Je me demande tout d'abord pourquoi les Cambodgiens ne se sont pas opposés à cela. Ils ont des représentants diplomatiques à l'étranger et ils sont représentés aux Nations Unies. Je crois qu'il faut laisser aux Cambodgiens le soin de décider par eux-mêmes s'ils sont ou non victimes de l'agression, au lieu d'accepter les propos simplistes du chef adjoint du Nouveau parti démocratique, dont la version des faits se fonde sur des oui-dire cueillis dans un journal.

• (4.30 p.m.)

De fait, il est rumeur dans les journaux d'aujourd'hui que les forces spéciales du Vietnam se seraient jointes aux armées du Cambodge pour défendre la capitale et que les commandants seraient en conférence. Il me semble peu probable que le Cambodge soit victime d'une agression si ces commandants sont en conférence avec leurs homologues vietnamiens au lieu de leur faire face. Il n'est pas question d'opposition jusqu'ici dans les journaux et c'est une chose à ne pas oublier en examinant les distinctions artificielles de la part du chef adjoint du Nouveau parti démocratique.

Il me semble que le débat devrait se concentrer aujourd'hui sur les mesures que le Canada devrait prendre dans une situation aussi inquiétante et pénible. On nous suggère de nous adresser aux Nations Unies. Il s'agit tout simplement de satisfaire l'opinion publique du pays—et la population est peut-être moins renseignée que les députés sur l'efficacité des Nations Unies—la suggestion me paraît excellente.

Nous pourrions prononcer là-bas des discours comme nous l'avons fait à la Chambre ici aujourd'hui, discours de peu de valeur sauf sur le plan politique—bien que comme politique, je ne dirais pas que les avantages du point de vue politique sont quantité négligeable. Mais nous ne devons pas oublier que les principales parties dans ce conflit, les Nord-Vietnamiens et les Sud-Vietnamiens, ne